

# **AVENANT N°1 A LA CONVENTION CADRE DE COOPERATION**

**relative au développement  
des conditions de l'innovation publique,  
au sein des Institutions, Administrations  
et Services publics en Polynésie française**

**en date du xx/xx/xxxx**



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n°2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes, groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu la convention cadre de coopération du 11 octobre 2021 relative au développement des conditions de l'innovation publique, au sein des institutions, Administrations et Services publics en Polynésie française.

**Le présent avenant est établi entre :**

- l'Etat, ses services et organismes présents en Polynésie française,  
représentés par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, *d'une part,*
  - la Polynésie française et ses établissements publics,  
représentés par le Président de la Polynésie française, *d'autre part,*
  - l'Assemblée de la Polynésie française (APF), représentée par son Président, *d'autre part,*
  - le Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC),  
représenté par sa Présidente, *d'autre part,*
  - le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPf),  
représenté par son Président, *d'autre part,*
  - le Centre de gestion et de formation de Polynésie française (CGF),  
représentée par son Président, *d'autre part,*
  - la Caisse de prévoyance sociale (CPS),  
représentée par son Directeur général par intérim, *d'autre part,*
- ensemble dénommés les Parties.*

### Préambule

La mise en œuvre de la convention, à travers les activités menées par les partenaires pour développer les conditions de l'innovation publique et les impacts positifs qu'elle génère au sein des organisations impliquées suscite l'intérêt d'entités non publiques mais néanmoins volontaires pour s'engager et participer à la démarche.

Dans ces conditions, les signataires de la convention cadre de coopération relative au développement des conditions de l'innovation publique au sein des institutions, administrations et services publics en Polynésie française en date du 11 octobre 2021 souhaitent permettre à ces entités de s'impliquer dans les activités menées au même titre que tous les partenaires, sans toutefois bénéficier de voix délibérative.

Tel est l'objet du présent avenant.

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Après l'article 4 de la convention cadre de coopération du 11 octobre 2021 susvisée, il est inséré un article 4 bis ainsi rédigé :

« Article 4bis - Association de nouveaux partenaires à la démarche d'innovation

Peuvent être associés à la démarche d'innovation publique portée par la présente convention cadre, les entités, autres que celles visées au deuxième alinéa de l'article 5, composées majoritairement de capitaux publics et contrôlées par l'Etat, ou la Polynésie française ou les communes.

Ces entités, notamment les sociétés d'économie mixte ou les sociétés publiques, souhaitant être associées à la démarche innovation publique en font la demande écrite auprès des partenaires institutionnels. Elles présenteront leur demande, leur motivation et leurs engagements au groupe de travail innovation publique en vue de leur association. L'accord de la majorité absolue des Parties devra être recueilli pour acter l'association d'une nouvelle entité à la démarche innovation publique.

Ces entités peuvent participer à tout ou partie des actions menées. Elles siègeront aux côtés des partenaires institutionnels, sans voix délibérative, dans les divers organes de gouvernance. Elles pourront également soumettre toute proposition d'action au groupe de travail innovation publique.

Les conditions techniques et financières de collaboration entre les entités associées et les partenaires institutionnels sont celles prévues à l'article 3 de la présente convention. ».

#### **Art. 2.- Enregistrement, nombre d'exemplaires**

Le présent avenant est établi en sept (7) exemplaires originaux et est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement. Elle sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le

Pour l'Etat :

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,*

Pour la Polynésie française :

Eric SPITZ

*Le Président de la Polynésie française,*

Pour l'Assemblée de la Polynésie française :

Moetai BROTHERSON

*Le président*

Pour le conseil économique, social,  
environnemental et culturel :

*La présidente*

Antony GEROS

Voltina ROOMATAAROA-DAUPHIN

Pour le syndicat pour la promotion des  
communes de Polynésie française :

*Le Président,*

Pour le Centre de gestion et de formation :

*Le président,*

Cyril TETUANUI

René TEMEHARO

Pour la Caisse de prévoyance sociale :

*Le directeur général pi,*

Vincent DUPONT